



## ARRETE MUNICIPAL N° 17-2023

Arrêté relatif aux travaux de remplacement de câblage aérien télécom route de Bellevue

### Le Maire de la Commune de Lucinges,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2211-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1, L 2213-2 et L 2131-2 ;
- Vu** le Code de la Route, notamment ses articles R 417-9, R 417-10, R 417-11, R 26 et R 32 ;
- Vu** le Code de la Voirie Routière ;
- Vu** la Loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et sa version consolidée en date du 17 août 2004 et les différents textes modificatifs ;
- Vu** l'instruction interministérielle du 22 octobre 1963 relative à la signalisation routière, modifiée par l'arrêté du 15 juillet 1974, par l'arrêté du 07 juin 1977, par la Circulaire n° 68-103 du 30 octobre 1968 et par l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié par les arrêtés des 17 octobre 1968 et 23 juillet 1978, 08 mars 1971, 10 juillet 1974 et du 15 février 1988 ;
- Vu** la réglementation de la circulation et des stationnements appliquée sur la commune et selon les différents arrêtés ;
- Vu** la demande formulée par l'entreprise SAS GATEL représentée par Vito Landriscina Sise 100 ZA de la Sage – 73330 Domessin ;

**Considérant** que pour permettre l'exécution des travaux de remplacement de câblage aérien télécom route de Bellevue entre le croisement chemin des Rossets et le croisement route de Milly, et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise et des usagers, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

### ARRÊTE

**ARTICLE 1** Le pétitionnaire est autorisé à réaliser les travaux de remplacement de câblage aérien télécom route de Bellevue entre le croisement chemin des Rossets et le croisement route de Milly, à partir du 13 au 20 février 2023.

**ARTICLE 2** Durant les travaux et au droit de ceux-ci :

- Le stationnement et le dépassement seront interdits à tous véhicules
- La circulation se fera sur demi chaussée, gérée au moyen de signaux tricolores d'alternat temporaire
- La vitesse de circulation sera limitée à 30 km/h
- En cas de chute de neige, les travaux seront arrêtés et la voirie dégagée
- Le stationnement des véhicules de chantier sera strictement interdit sur les trottoirs de l'agglomération

**ARTICLE 3** L'entreprise SAS GATEL chargée des travaux, aura la charge de la pré signalisation et de la signalisation réglementaires de son chantier de jour et de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de celle-ci.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, et comprendra notamment :

- La signalisation d'approche du chantier au moyen de panneaux AK5, KC1, AK17, B3, B14
- La signalisation de position au moyen de panneaux BK31, K8, K2, K5 et KR11j

**ARTICLE 4** En cas de non-respect de l'article 3 et plus généralement de manquements à la sureté et à la sécurité publique, la commune de Lucinges se réserve le droit de révoquer le présent arrêté, de prendre des mesures supplémentaires pour remédier aux désordres occasionnés et de poursuivre le permissionnaire pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées. Les frais en découlant seront à la charge du permissionnaire.

**ARTICLE 5** Le Commandant de Gendarmerie de Reignier et le Chef du service de la Police municipale intercommunale des Voirons seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché aux emplacements habituels.

**ARTICLE 6** Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Reignier,  
Monsieur le commandant des services de secours d'Annemasse,  
Monsieur le chef de la Police Municipale intercommunale des Voirons,  
Le service technique de la commune  
L'entreprise pétitionnaire.

Fait à Lucinges, le 7 février 2023.

**Le Maire,**

**Jean- Luc SOULAT**



Le Maire :

- Certifie le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)